

Bibliographie

Objekttyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **48 (1956)**

Heft 7-8

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

concurrents; il n'est donc pas nécessaire que le relèvement des salaires réels entraîne de nouvelles hausses des prix, et cela d'autant moins que les charges qu'il impliquera pourront être compensées en partie par l'accroissement de la productivité, en partie par une légère adaptation des prix d'exportation aux augmentations qui sont intervenues ailleurs, voire par la compression de certains bénéfices.

Seul le maintien du pouvoir d'achat des masses peut empêcher une nouvelle aggravation des difficultés économiques. Les revendications formulées par les syndicats ne menacent pas l'économie britannique, et d'autant moins si le gouvernement renonce à résoudre les problèmes d'aujourd'hui avec les néfastes méthodes d'hier. En s'opposant à un retour à la traditionnelle politique de déflation qui fait supporter tous les sacrifices aux gagne-petit et qui a déjà causé tant de dommages au cours du XX^e siècle, les syndicats s'opposent à des méthodes qui empêchent une utilisation rationnelle des énergies nationales, condition d'une amélioration future de la productivité et de la qualité de la production; ils défendent aussi les positions qu'ils ont conquises, positions dont le maintien est une condition essentielle de l'expansion économique et d'une élévation ultérieure des niveaux de vie des hommes qui travaillent.

Bibliographie

Le progrès industriel, sa mesure, son application. Guide pratique de productivité à l'usage du chef et des agents de l'entreprise. Par Michel Robin. Éditions Radar et Générales S. A., Genève. — Encore une publication intéressante à l'actif de l'éditeur genevois. Une simple énumération des têtes de chapitres donne un aperçu de la substance de cet ouvrage de 200 pages: Le progrès technique; Découverte de la productivité par la statistique; La formule officielle de la productivité; Progrès technique = progrès social = productivité; A la recherche d'un instrument de travail. La deuxième partie qui traite des interventions économiques, envisage les possibilités et limites de l'intervention des pouvoirs publics et du chef d'entreprise. La troisième partie est consacrée à la pratique de la productivité par étalement des frais fixes des entreprises, par l'action sur les dépenses variables, par le facteur humain enfin.

C'est un livre à lire attentivement, si l'on veut bien comprendre ce qu'est exactement la productivité et ce qu'elle peut apporter pour l'amélioration du sort des travailleurs.

Salariat et contrainte en Tchécoslovaquie. Par Paul Barton et Albert Weil. Éditions Marcel Rivière & Co, Paris. — L'intérêt de cette importante étude réside non seulement dans sa documentation puisée exclusivement aux sources officielles, mais encore dans la démonstration des liens organiques entre le travail forcé et la contrainte que comporte la condition ouvrière dans un Etat totalitaire.

Pour pouvoir embrasser tous les détails de quelque importance, cette étude se limite à un seul Etat. Le choix de la Tchécoslovaquie comme cas témoin a été imposé aux auteurs par leur connaissance de ce pays.

C'est encore un réquisitoire contre le travail forcé, que la Conférence internationale du travail de cette année a cherché à extirper définitivement.